



CCE GRDF du 15 novembre 2018

Déclaration Liminaire

D'après notre Président... de la République, l'époque que nous vivons ressemblerait de près à la situation des années 1920/1930 vécue par nos pères... Mais comparer les montées nationalistes actuelles en Europe, que la CGT condamne, avec une période de notre histoire – où, certes, les événements ne sont pas à négliger mais en rien comparables – revient à jouer avec la peur de ses concitoyens et relève de la pure démagogie ! Mais à l'approche d'échéances électorales Européennes importantes, l'appel aux « sirènes du populisme » que celui-ci aime tant fustiger ne serait-il pas le plus fort ? A voir le déploiement, en grande pompe, de l'organisation du centenaire de l'Armistice de la guerre la plus meurtrière que l'Europe ait connue, nous sommes à même de nous poser la question !

Mais après cette période qui a amené à la création de l'OIT et au constat qu'« *une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale* », et que « *le travail n'est pas une marchandise* », nous faisons face à une crise grave de notre projet commun : une Europe de prospérité, de sérénité, accueillante, ouverte, démocratique, et qui offre une perspective à ses citoyens.

Cette crise démocratique et de confiance, couplée à la montée des populismes, a des causes multiples, dont notamment le trop grand mépris des aspirations sociales et démocratiques. Le travail est en passe de devenir une marchandise – à cause de la dérive ultralibérale de l'Union Européenne, sous l'impulsion des États-membres.

Dans l'esprit des Européens, le dumping social et la mise en concurrence des travailleurs identifient, aujourd'hui, davantage l'Europe que la Paix, la Prospérité et les Libertés. Les politiques économiques aujourd'hui mises en œuvre dans l'Union Européenne menacent les acquis en matière de droits sociaux et environnementaux et de démocratie sociale dans les États-membres. Demain, si elle veut exister, l'Europe doit redevenir celle qui rapproche les Peuples, qui crée un marché intérieur au service de l'amélioration des conditions de vie et de travail et qui promeut leurs droits, non seulement au niveau national mais aussi au niveau de l'Union : « *mettre en œuvre l'égalisation dans le progrès des conditions de vie et de travail* », ce qui était le fondement même de la construction européenne.

Les salariés sont donc en droit d'attendre de notre Pays – et de ses dirigeants – une mise en œuvre de ces principes par des actes forts, et cela passe, aussi, par leur prise en compte dans nos entreprises ! Or, à GRDF comme dans les entreprises de la branche, l'heure est plus à l'austérité qu'à la réponse aux besoins des salariés et à la redistribution des richesses créées à ces derniers. Le contexte social est tellement dégradé qu'il ne se passe pas un mois sans que la CGT appelle les salariés à se mobiliser autour des questions concernant le pouvoir d'achat, et notamment celle de l'augmentation du SNB pour les actifs et des pensions pour les inactifs...

Pour preuve, la conduite de ce que nous n'appellerons plus « négociations » de la dernière CPB, avec une nouvelle spoliation des richesses produites par les salariés au bénéfice de nos seuls actionnaires, dont le principal, ENGIE. Et pourquoi faire ? Pour s'engraisser encore plus à l'aide de défiscalisations sur fonds de placements peu

scrupuleux, de l'ordre de 27 Milliards d'€ au Luxembourg, soit plus de la moitié de ses capitaux propres, et tout cela sous la bienveillance des représentants des Etats concernés ! Alors, lorsque GRDF remonte deux fois plus que ses résultats nets à sa maison mère, les salariés de l'entreprise sont en totale légitimité à se poser des questions et à revendiquer de justes augmentations salariales, et non pas à attendre une aumône décidée unilatéralement par les entreprises de la branche !!! Du pognon, il y en a, et les salariés en veulent leur part !

Les usagers, eux, ne sont pas en reste ! +5,79%, c'est l'augmentation des tarifs gaz d'ENGIE qu'ils ont de nouveau subi au 1er novembre !!! Avec ce troisième choc depuis le début de l'année, c'est une augmentation sans précédent. Après une première flambée de + 7,45% au mois de juillet et une hausse de 3,25% en octobre dernier, le prix du gaz aura ainsi augmenté de plus de 20% en 1 an... Une fois de plus, ce sont les foyers les plus défavorisés qui vont subir de plein fouet cet oukase... ! Même si notre gouvernement annonce vouloir « *élargir le chèque énergie* » et faire disparaître les modes de chauffage au fioul d'ici la fin du prochain quinquennat, la question centrale reste de mise : mais à qui profite le crime !???

Dans ce contexte rempli d'incertitudes concernant la politique énergétique, l'avenir des entreprises et des emplois fait très fortement grandir l'inquiétude au sein des personnels. Aussi, dans l'attente de la partition concernant les travaux de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie, la FNME CGT porte l'exigence d'un Service Public de l'Energie afin de contraindre les différents acteurs d'agir dans un seul but, celui de la réponse aux besoins de la Nation, pour le bien commun !

Pour revenir sur le sujet de la situation des entreprises, à commencer par ENGIE, dont l'Etat organise l'éclatement dans le but de mieux la vendre par morceaux, pour la CGT, l'histoire était écrite d'avance dès lors que GDF a été privatisée.

Pour mieux vendre ses parts dans ENGIE, le gouvernement va éclater le Groupe afin de récupérer un maximum de cash en la vendant par morceaux, alors que la stratégie d'ENGIE vis-à-vis du gaz reste pleines d'équations à plusieurs inconnues. En témoigne son absence de réponse au renouvellement de la concession qui gère l'acheminement du gaz dans les foyers des citoyens corses.

Sur le territoire, ENGIE a délaissé pendant des années le Service Public de gaz au détriment d'aventures suicidaires à l'international. Une fois encore, à qui profite le crime !? Certainement pas aux salariés, encore moins aux usagers, et c'est pire encore pour l'outil industriel.

PER 2019 :

L'encre à peine sèche de la décision prise par notre DG à l'issue du CCE d'octobre dernier marqué par un vote UNANIME... et NEGATIF, PER 2019 porte les premières désillusions des salariés. Notamment celles et ceux de la DCT qui voient, déjà, la valse de leurs managers et autres directions, sans pour autant avoir connaissance des tenants et aboutissants. Après le camouflet infligé à l'ensemble des élus du CCE, c'est au tour des salariés de prendre la mesure de ce gâchis humain et organisationnel !!!

Négociations CSE, attaques en règle contre la CGT :

Plus que mal engagées, ces négociations risquent de voir la montagne accoucher d'une souris... La CGT à GRDF, elle, n'est pas surprise de l'attitude négative de la DRHT qui provoque continuellement nos équipes lors de pseudos-négociations, et déroule un tapis truffé de mines aux autres « partenaires » dans son empressement à mettre en place le « cadeau » offert par la « Macronie »... Au final, ce sont les salariés, à travers leurs représentants les plus acharnés, qui seront les laissés pour compte !

En ce troisième jeudi de novembre, nous pouvons déjà affirmer, pour l'avoir suffisamment goûté, que l'arrivée du... CSE « nouveau » dévoile déjà un goût amer, avec la couleur et la saveur d'une régression sociale menée par une direction ayant pour seul objectif d'éloigner un peu plus les Représentants de Proximité des lieux de décisions, rêve tout éveillé de ceux qui nous gouvernent !!!

Mais soyez patients, votre tour viendra. Le décompte a commencé, il ne vous reste PLUS QUE 365 jours à subir les affres de vos contradicteurs, avant de pouvoir jouir de la mission qui vous a été confiée dans le cadre de l'accompagnement et la mise en place de lois scélérates dignes des plus réactionnaires...

Un dialogue social qui n'a que le nom :

Un dialogue social, mais surtout des négociations de cette ampleur, cela se construit ensemble. La direction ne peut pas se prévaloir de détruire l'existant, toute seule, et ensuite solliciter les « partenaires sociaux » pour recueillir leurs propositions afin de faire mine d'aboutir à un prétendu accord gagnant/gagnant ! Ces écœurantes « diarrhées verbales » n'ont que trop d'urée... !!!

Après avoir combattu les ordonnances « Macron », la CGT ne cautionnera pas la régression sociale ! La réponse finale appartiendra aux salariés, et nous entendons bien mener au bout notre démarche d'information et de sensibilisation de l'ensemble du personnel, dénonçant ces attitudes déloyales qui ne devraient pas avoir cours dans une entreprise comme GRDF... C'est, pour nous une question de DEMOCRATIE !

En conclusion :

Si le 09 octobre 2018 avait déjà été une belle preuve que les salariés – jeunes, demandeurs d'emplois et retraités – ne veulent pas de cette politique creusant les inégalités et prenant aux pauvres pour donner aux riches. Même si la participation chez GRDF à cette occasion n'est pas le reflet de la mobilisation dans les IEG, la journée du 13 novembre rappellera à nos chers employeurs que les salariés ET les usagers ne s'en laisseront pas compter. Avec, en perspective, une nouvelle journée de mobilisation le 29 novembre prochain, pour la CGT, la lutte continue... !

Et pour reprendre le comparatif, certes démagogue mais cher à notre Président de la République, nous disons « CHICHE »... pour une revisite d'un Front Populaire, mais du XXIème siècle !!!